

LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005
HUITIÈME ANNÉE N°875 DU 13 AU 15 SEPTEMBRE 2013

1801/2013 : 212^e ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

ÉDITION DU WEEK END

Le 148^e numéro de l'année 2013

Nombre de pages : 18 pages

Distribué à 15.100 personnes

LA CITATION DE LA SEMAINE

« À défaut d'avoir recours à la force pour contrôler les populations, on peut parfaitement les contrôler par l'opinion ».

Harold Laswell, spécialiste des médias.

ACCORD
RUSSO- AMÉRICAIN
SUR LA SYRIE

ANNÉE 2013

ANNÉE
SÉNÉGAL

SOMMAIRE

AFFAIRES NATIONALES ET À LA UNE page 3

AFFAIRES MONDIALES page 6

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 13

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 16

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 17

LA NATION

PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE :

22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE

ADMINISTRATION :

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF: JEAN PAUL ELUTHER

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley Aminata.

SUIVEZ NOUS SUR LE WEB ET LES RESEAUX SOCIAUX .

Pour suivre la préparation de la loi des finances 2014 applicable en Guadeloupe.

CRÉDITS DE PAIEMENT DÉPENSES PUBLIQUES ÉTAT

PLF 2013 :

2 250 882 765€

CRÉDITS DE PAIEMENT MISSION OUTRE-MER

PLF 2013

377 476 023€



AFFAIRES NATIONALES

ÉCONOMIE, SOCIAL, SANTÉ, TECHNOLOGIE

PRIX DE VENTE DES BIENS IMMOBILIERS

Selon les notaires de France, sur la période allant de juin 2012 à mai 2013, le prix moyen des appartements anciens vendus en Guadeloupe atteignait 2 760 €/m². Sur la même période, une maison ancienne valait en moyenne 250 000 € dans la région. Il est de 240 000 € dans la zone de Basse-Terre, et 300 000 € dans le secteur de Pointe-à-Pitre.

LE POINT DE VUE DE L'IEDOM SUR LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN GUADELOUPE

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se dégrade à nouveau au deuxième trimestre 2013 pour le cinquième trimestre consécutif. En baisse de près de 9 points par rapport au trimestre précédent, il

s'établit bien en deçà de sa moyenne de longue période (-18,6 points) et tombe à son niveau du troisième trimestre 2009. Cette diminution s'explique surtout par les anticipations pessimistes des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir, notamment sur leur activité et les délais de règlement de la clientèle. La trésorerie est également jugée dégradée et devrait rester mal orientée le trimestre prochain. La consommation des ménages affiche quelques signes de redressement au deuxième trimestre, entraînant une reprise des échanges extérieurs. En revanche, l'investissement des entreprises s'essouffle. Au niveau sectoriel, le bilan est mitigé : si les professionnels des secteurs des services marchands et du tourisme notent une amélioration de l'activité, le secteur du commerce poursuit sa dégradation et le BTP reste en souffrance. Le manque d'optimisme des chefs d'entreprise pèse sur l'activité et les anticipations pour le prochain trimestre sont orientées à la baisse.

Redressement en demi-teinte de la consommation des ménages

Au deuxième trimestre, la consommation des ménages montre quelques signes d'amélioration qui ne compensent pas la baisse enregistrée au trimestre précédent. Les importations de produits agroalimentaires, qui constituent près de la moitié des produits importés à destination des ménages, se redressent (+5,9 %, CVS) après le coup de frein survenu au trimestre précédent (-10,8 %, CVS). Les importations de biens de consommation courante progressent de 3,2 % sur le trimestre (CVS) et se situent à un niveau élevé. En revanche, les importations de biens d'équipement du foyer sont en léger retrait (-0,6 %, CVS). L'encours des crédits à la consommation des ménages se contracte légèrement (-0,4 % par rapport au trimestre précédent et -0,7 % sur un an). Les chefs d'entreprise du secteur du commerce font état de la poursuite de la dégradation de leur activité. Les indicateurs de vulnérabilité des ménages évoluent de manière contrastée. Les retraits de carte bancaire sont en nette hausse sur le trimestre (+15,6 %) et sur un an (+40,9 %). Cependant, le nombre de personnes physiques en interdit bancaire diminue sur le trimestre (-0,8 %) ainsi que les incidents de paiement par chèque (-1,2 %) et le nombre de dossiers de surendettement déposés (-1,5 %).

Selon les premiers résultats de l'enquête de conjoncture, l'activité se dégrade à nouveau au deuxième trimestre 2013, toutefois moins nettement qu'au trimestre précédent. La hausse des charges d'exploitation et l'allongement très sensible des délais de paiement de la clientèle

pèsent sur la trésorerie des entreprises, qui continue de se détériorer. Les effectifs restent stables mais les prévisions de recrutement sont orientées à la baisse pour le prochain trimestre. Les chefs d'entreprise anticipent une activité en net repli au troisième trimestre ainsi qu'une dégradation marquée des délais de paiement de la clientèle. **L'activité dans le secteur primaire et de l'agroalimentaire est jugée en baisse** par les professionnels rompant avec la tendance haussière des trois derniers trimestres. Après un premier trimestre très dynamique, les exportations de produits agroalimentaires enregistrent une diminution à fin juin. Elles sont en deçà de 7 % (données brutes) à leur niveau du deuxième trimestre 2012. Les exportations de produits agricoles affichent une baisse de 7,6 % sur le trimestre (CVS). Cependant, les exportations de bananes confirment leur embellie avec des volumes exportés en hausse sur le trimestre (+26,7 %, données brutes) et sur un an (+2,1 %, données brutes). **L'activité se comprime dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP).** Les chefs d'entreprise font état d'un courant d'affaires significativement en retrait. Les ventes de ciment sur le marché local marquent le pas (-6,6 % en variation trimestrielle et -4,8 % sur un an, données brutes). Le nombre de logements autorisés à fin juin diminue et s'établit à 2 190 unités pour le 1er semestre 2013 contre 2 219 au cours de la même période en 2012. Conséquence de la faiblesse de l'activité, les effectifs salariés du BTP reculent de 3,6 % sur un an. Selon les professionnels, les conditions climatiques ont été défavorables au secteur mais c'est principalement le manque de nouveaux chantiers qui a pesé sur le secteur du BTP. Les dirigeants d'entreprise sont très pessimistes sur l'évolution de leur courant d'affaires au cours des prochains mois et anticipent une baisse aussi forte que celle du 1er trimestre 2009. Les difficultés de trésorerie devraient encore s'accroître en lien avec l'allongement des délais de paiement. **L'activité dans le secteur du commerce poursuit sa dégradation** et les prévisions sont plutôt défavorables pour les mois à venir. Le marché automobile se détériore. Le nombre de véhicules neufs immatriculés (3 459) a de nouveau diminué (-7 % par rapport au trimestre précédent) se rapprochant de ses plus bas niveaux enregistrés durant la crise de 2009. **Dans le secteur des services marchands, si l'activité se relève, les prévisions des chefs d'entreprises sont pessimistes pour le troisième trimestre.**

La trésorerie ainsi que les délais de paiement continuent de se dégrader. Les avis des professionnels du secteur du tourisme sont majoritairement positifs sur l'activité du trimestre écoulé. À l'aéroport Pôle Caraïbes, le trafic de passagers (hors transit) est en hausse de 2,2 % sur le trimestre (CVS) et de 5,4 % sur un an (CVS). La saison des croisières 2012-2013 qui s'est achevée au mois d'avril affiche de bons résultats avec 6 000 passagers de plus accueillis au cours de la saison (soit +3,1 % par rapport à la saison précédente). La fréquentation des hôtels homologués demeure élevée même si les clients séjournent moins longtemps. Le taux d'occupation moyen des hôtels classés pour les mois d'avril et mai (à 58 %) s'améliore d'un point par rapport à la même période de 2012 mais le nombre de nuitées reste quasiment stable (+0,1 %).

DOSSIER PRÉPARÉ PAR JEAN PAUL ELUTHER



AFFAIRES MONDIALES

SOCIÉTÉ MONDIALE

LES NATIONS UNIES RECOMMANDENT DE STOPPER LA COURSE AUX EXPORTATIONS

Pourquoi l'économie mondiale n'arrête-t-elle pas de décélérer avec une croissance de 4,1 % en 2010, de 2,8% en 2011, de 2,2 % en 2012 et, peut-être de 2,1 % en 2013, malgré les plans de relance massifs pratiqués par les Etats et les banques centrales ? Pourquoi le commerce mondial croît-il à un rythme d'à peine 2 % ? Pourquoi la reprise, qui devait tirer la planète de la récession débutée en 2008, demeure-t-elle languissante ? Parce que les stratégies de croissance qui ont conduit à la crise persistent dans l'erreur, répond le Rapport 2013 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le

développement (CNUCED) publiées à Genève jeudi 12 septembre. Du côté des pays développés, le constat est clair : "La sortie de crise ne peut pas commencer par un ajustement budgétaire comme l'Europe tente de le faire", explique Alfredo Calcagno, responsable de l'équipe de la division mondialisation et stratégie qui a rédigé le rapport. Du côté des pays en développement, il n'y a pas non plus de mystère : l'atonie des économies développées les prive des formidables exportations qui leur ont permis de décoller durant les années 2000. Les Nations Unies mettent en garde contre le modèle tout-export, dans le rapport annuel de la CNUCED. "Il faut changer de modèle et de logique ", poursuit Alfredo Calcagno. La logique qui a prévalu est celle du marché et le modèle dominant est le tout-export et la financiarisation de l'économie que la CNUCED a toujours combattus. Fidèle à son penchant keynésien et même, pourrait-on dire, social-démocrate, l'institution se dit partisane d'un retour de l'Etat sur le devant de la scène et d'une relance budgétaire, car la confiance des marchés viendra encore plus d'une demande en progrès que de plans d'austérité budgétaire qui étranglent celle-ci. Il faut en finir avec la politique du tout-export dont les limites tiennent au fait que tous les pays la pratiquent et qu'elle repose sur des coûts salariaux bas et sur un moins-disant fiscal, lit-on dans le rapport. Il est donc nécessaire de "mettre l'accent" sur la demande intérieure qui suppose une augmentation des revenus du travail et qui assurera à chaque pays une moindre dépendance par rapport à la conjoncture internationale. De la même façon, les experts des Nations Unies proposent de réduire la dépendance du monde en développement à l'égard des capitaux étrangers dont les va-et-vient massifs détraquent le fonctionnement. "Un recours plus important aux marchés de capitaux nationaux pour le financement des dépenses publiques contribue à diminuer la

vulnérabilité au resserrement du crédit et à l'instabilité des taux de change", souligne le rapport. Ce recentrage à l'échelle nationale - ou régionale - pourrait être complété par une sorte de "définanciarisation" des économies. Les Banques centrales, poursuit le rapport, ne se limiteraient plus à combattre l'inflation, mais se mêleraient aussi de la politique du crédit pour inciter les banques commerciales à prêter à l'économie réelle, à commencer par les petites et moyennes entreprises. En définitive, c'est à des choix très politiques que la CNUCED invite les gouvernants. "La montée des inégalités dans le monde depuis les années 1980 a été un facteur de crise, déclare Alfredo Calcagno. Elle a poussé les ménages à s'endetter, contribuant à la formation de bulles immobilières et financières et les politiques des entreprises en faveur des distributions de dividendes aux actionnaires plutôt qu'en faveur des investissements ont généralisé un comportement rentier". L'institution suggère que les Etats pratiquent une politique de redistribution plus vigoureuse qui, elle aussi, contribuerait à doper la demande intérieure. Fin des politiques d'austérité, recentrage sur le local, priorité à l'économie réelle, soutien à la demande par une hausse des salaires et une redistribution des revenus : la CNUCED continue à mettre la barre à gauche.

SPÉCIAL SYRIE

ACCORD RUSSO-AMÉRICAIN SUR LES ARMES CHIMIQUES EN SYRIE

Le ministre russe des AE, Sergueï Lavrov, et le secrétaire du Département d'état américain, John Kerry, ont annoncé, lors d'une conférence de presse tenue aujourd'hui au terme de leurs pourparlers à Genève, qu'ils étaient parvenus à un accord sur l'arme chimique en Syrie, soulignant que les deux délégations, russe et américaine, avaient coordonné un train d'accords dans ce sens, mais ils ont affirmé que ces accords ne sont que suggestions

que l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques doit admettre.

Lavrov a fait noter que la décision de la Syrie d'adhérer à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques et sa disposition à remplir ses engagements avant la mise en vigueur de cette décision, avaient constitué un point de départ pour la Russie et les Etats-Unis en vue de se mettre d'accord sur les points communs qui seront adoptés dans le but de traiter la question de l'arme chimique en Syrie. "Il faut que nous nous muions les accords en des formules juridiques claires", a fait savoir Lavrov. Lavrov a estimé que l'accord entre les deux pays serait très important pour neutraliser l'arsenal de l'arme chimique en Syrie en vue d'éviter tout scénario militaire. Lavrov a indiqué que les autorités syriennes et l'opposition seront responsables de la sécurité des enquêteurs. Lavrov a ajouté que toute violation des dispositions admises ou tout recours à l'arme chimique seront débattus au Conseil de sécurité qui adoptera les résolutions adéquates. Lavrov a souligné que toutes les parties syriennes doivent prendre part à la conférence internationale sur la Syrie à Genève sans conditions préalables. "Beaucoup de pays ont appuyé les efforts de la Russie et des Etats-Unis visant à régler la question de l'arme chimique en Syrie. J'espère que le règlement de cette question sera un pas important vers la création d'une zone dépourvue des armes de destruction massive au Moyen-Orient", a-t-il dit.

De son côté, Kerry a assuré que les États-Unis et la Russie étaient parvenus à une solution permettant de neutraliser les armes chimiques en Syrie. "La neutralisation des armes chimiques en Syrie sera très prochaine. Nous attendons, dans une semaine, la réponse syrienne et demandons des détails supplémentaires de la part du gouvernement syrien dans les prochains jours", a indiqué Kerry. Kerry a fait savoir que l'accord conclu entre les deux parties contribuera à mettre fin à l'effusion de sang et à résoudre la crise en Syrie, affirmant que les Etats-Unis et la Russie sont d'accord sur le fait qu'il n'y a aucun règlement militaire de la crise en Syrie et mais une solution politique via des négociations.

LES TERRORISTES SYRIENS REJETTENT L' ACCORD

Les ententes russo-américaines sur les armes chimiques en Syrie ne concernent pas les groupes armés de l'opposition syrienne qui continueront à se battre contre le régime de Bachar el-Assad, a déclaré samedi le chef d'état-major du conseil militaire suprême de l'Armée syrienne libre (ASL), le général Selim Idriss. "Nous ne reconnaissons pas l'initiative russe [sur les armes chimiques] et croyons qu'il s'agit d'un jeu mené par la Russie et la Syrie en vue de gagner du temps pour le régime de Bachar el-Assad", a affirmé M. Idriss. "Nous continuerons à œuvrer pour le renversement d'Assad. Ces ententes [entre Washington et Moscou] ne nous concernent pas", a ajouté le général. M. Idriss avait auparavant rejeté l'initiative russe visant à placer les armes chimiques sous contrôle international. La Coalition nationale de l'opposition syrienne s'est également prononcée contre le projet russe, le qualifiant de "manœuvre politique inacceptable"

BAN SALUE L' ACCORD

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon salue l'accord entre la Russie et les Etats-Unis sur la destruction des armes chimiques en Syrie et promet le concours des Nations unies à ce projet, indique un communiqué de l'ONU. "Le Secrétaire général se félicite de l'entente intervenue entre les Etats-Unis et la Russie concernant la destruction des armes chimiques en Syrie. Le Secrétaire général promet le soutien total de l'ONU à la réalisation de ce plan", lit-on dans le communiqué. « Le Secrétaire général exprime son espoir que l'accord permettra, d'une part, d'empêcher toute utilisation future d'armes chimiques en Syrie et, d'autre part, de contribuer à ouvrir la voie d'une solution politique pour mettre fin aux souffrances épouvantables qu'endure le peuple syrien».

AMÉRIQUE LATINE CARAÏBE

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE INÉGALE DANS LA CARAÏBE

Les prévisions de la zone Amérique latine et Caraïbe indiquent une accélération progressive de la croissance (+3,4 % prévu pour 2013 et +3,9 % pour 2014). Ces performances tiennent essentiellement

à la bonne tenue des économies des pays de l'Amérique latine, soutenues notamment par leur potentiel en richesses naturelles. **En République Dominicaine**, l'économie enregistre une croissance de 2,8 % au deuxième trimestre après le ralentissement enregistré au premier trimestre (+0,3 %). La majorité des secteurs bénéficie de cette croissance à l'exception de la construction, du commerce et de l'industrie manufacturière. Cette performance est encouragée par les différentes mesures fiscales adoptées et à l'assouplissement de la politique monétaire. **En Haïti**, le rythme de la croissance de l'activité économique est inférieur aux prévisions (+3,4 % au lieu de +6,9 % en 2012/2013). La croissance est portée par les secteurs du BTP et de l'industrie, en lien avec l'exécution de plusieurs grands projets d'investissement (reconstruction d'édifices publics). Les perspectives à court terme dépendent de la capacité du gouvernement à accélérer les dépenses d'investissement et de la performance du secteur agricole. **À la Barbade**, l'économie est en difficulté. Les performances du secteur du tourisme sont inférieures aux prévisions, la production industrielle stagne et l'activité du secteur agricole reste dégradée. Selon la Banque centrale de la Barbade, pour renouer avec la croissance, l'économie barbadienne doit attirer les capitaux et éviter leurs fuites à l'étranger. Pour y parvenir, elle suggère que le gouvernement réduise les dépenses publiques en s'appuyant sur les secteurs clefs de l'économie : le tourisme, les énergies alternatives.

ASIE

DÉCLARATION DU SOMMET DE L'OCS

Les leaders des pays membres de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) ont publié vendredi une déclaration conjointe à Bichkek, clarifiant la position du bloc sur les sujets tels que la Syrie et la lutte contre le terrorisme. La Déclaration de Bichkek, signée par les six présidents des pays de l'OCS - Chine, Kazakhstan, Kirghizistan, Russie, Tadjikistan et Ouzbékistan - a souligné que les relations internationales connaissent de profonds changements avec les facteurs d'instabilité et d'incertitude en terrible hausse. Les conflits régionaux et internationaux devraient être résolus pacifiquement par les canaux politiques et diplomatiques en suivant les principes d'égalité, de respect de la souveraineté et d'intégrité

territoriale, de non-ingérence dans les affaires internes des autres pays et du non recours ou de menace de recours à la force, a insisté la Déclaration. Réaffirmant le rôle dominant des Nations Unies dans les affaires internationales, la déclaration a appelé les pays concernés à trouver des solutions sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, qui prennent en considération les intérêts et inquiétudes de chacun. La Déclaration a appelé les membres de l'OCS à améliorer la base juridique de leur coopération pour combattre le terrorisme, le séparatisme, l'extrémisme et les crimes transfrontaliers au niveau international. Concernant la Syrie, les Etats membres ont exprimé leur inquiétude et ont souligné que la région devrait atteindre la paix, la stabilité, la prospérité et les progrès sans l'ingérence extérieure, notamment l'intervention de forces non autorisées par le Conseil de sécurité de l'ONU. Si, et seulement si, la souveraineté de la Syrie est respectée, les pays de l'OCS encouragent les Syriens à résoudre la crise le plus rapidement possible en mettant un terme aux violences dans le pays et en lançant un dialogue politique inconditionnel entre le gouvernement syrien et l'opposition en se basant sur le communiqué de Genève du 30 juin 2012. Les Etats membres soutiennent une conférence internationale pour poser les fondements pour la réconciliation, la normalisation et la participation internationale de la Syrie, a poursuivi la Déclaration. Le bloc a également apporté son soutien au placement des armes chimiques sous supervision de la communauté internationale et à leur destruction progressive, et a suggéré à la Syrie d'intégrer la Convention sur l'Interdiction du Développement, de la Production, du Stockage et de l'Utilisation des Armes Chimiques et leur Destruction. La Déclaration a également abordé la question iranienne, qualifiant le recours à la force par des pays individuels et les sanctions unilatérales d'inacceptables. Le bloc pense que la confrontation, si elle n'est pas contenue, nuira gravement à la paix et à la sécurité de la région et du monde dans son ensemble. Les pays membres de l'OCS se sont également exprimés sur l'Afghanistan et la péninsule coréenne. Sur le plan économique, la Déclaration a appelé les Etats membres à prendre des mesures efficaces pour booster la coopération économique, qui sert de garantie importante pour la stabilité de la région et le développement durable. Enfin, les Etats membres de l'OCS ont promis de booster la coopération dans le cadre de l'organisation, et

d'élever la coopération afin de transformer la région en une région harmonieuse où règnent une paix durable, l'amitié et la prospérité.

DOSSIER PRÉPARÉ PAR JACQUES DAVILA



ÉTAT DES MARCHÉS

ASIE

Après une dizaine de séances de hausse, l'Asie boursière cède un peu de terrain ce vendredi matin, à l'approche de la décision de la Fed sur "QE3", attendue mercredi prochain... A Tokyo, le Nikkei s'affiche en légère baisse (-0,15% peu avant la fin de la séance), même si l'indice japonais a bondi d'environ 39% depuis le début de l'année, et de 62% depuis un an, sous l'effet de la politique inflationniste du nouveau gouvernement Abe. De son côté, le Hang Seng cède 0,6% à Hong Kong, tandis que l'indice composite de Shanghai perd 0,8%, Taiwan relâche 0,7% et Séoul recule de 0,5%. Enfin, Sydney baisse de 0,4%, Singapour est proche de l'équilibre (-0,06%) et la Bourse de Bombay (indice BSE Sensex) cède 0,2%. Après le vif rebond observé depuis début septembre dans la région, les investisseurs font une pause en attendant de connaître la nouvelle politique de la Réserve fédérale américaine. A Wall Street hier soir, les marchés ont aussi opté pour la prudence, avec un recul de l'ordre de 0,2% des indices Dow Jones et Nasdaq. Le Comité Open Market de la Fed se réunit mardi et mercredi prochain, et la majorité des économistes s'attend à l'annonce d'un début de retrait des achats d'actifs de la Réserve Fédérale, fixés actuellement à 85 milliards de dollars par mois. Les marchés s'interrogent cependant sur l'ampleur et le calendrier du retrait des mesures exceptionnelles de la Fed, qui dépendront du rythme de la reprise économique en cours aux Etats-Unis...

ÉTATS UNIS

Wall Street termine la semaine en légère progression après une nouvelle série d'indicateurs de conjoncture assez contrastés. Les derniers chiffres de la consommation sont ressortis plutôt mitigés, tandis que l'indice de confiance du Michigan a largement manqué le consensus. Les investisseurs attendent désormais avec prudence la réunion monétaire de la Fed qui se tiendra mardi et mercredi, et pourrait donc donner lieu à une éventuelle diminution du montant des rachats d'actifs de la Banque centrale dans le cadre du 'QE'. Le DJIA gagne finalement 0,49% à 15.376 pts, et affiche une hausse de 3% sur la semaine, tandis que le Nasdaq avance de 0,17% à 3.722 pts. Le S&P prend de son côté 0,27% à 1.688 pts. D'après le Département américain au commerce, les ventes de détail aux Etats-Unis pour le mois d'août 2013 se sont établies en croissance de 0,2% seulement en comparaison du mois précédent, contre un consensus de place de +0,5% et un gain de 0,4% un mois avant en données révisées. Hors automobile et essence, les ventes de détail sont ressorties en hausse de 0,1%, contre un consensus de +0,3% et un bond de 0,6% en juillet.

EUROPE

Les Bourses européennes ont terminé en légère hausse vendredi, le regain d'activité du marché des fusions-acquisitions compensant le mouvement de prudence à l'approche de la réunion de la Réserve fédérale américaine. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 a fini sur une progression de 0,24%, affichant sa meilleure clôture depuis la fin mai, et l'EuroStoxx 50 a gagné 0,18%, restant à ses plus hauts niveaux depuis juillet 2011. À Paris, le CAC 40, après une journée en dents de scie, affiche en clôture un gain de 0,19% à 4.114,50 points. Le Dax allemand a pris 0,18% mais le Footsie britannique a cédé 0,08%, pénalisé par les valeurs minières avec la baisse de l'or. Sur l'ensemble de la semaine, le FTSEurofirst 300 a gagné 2,39%, l'EuroStoxx 50 2,27% et le CAC 40 1,61%. La tendance de ce vendredi a été soutenue par l'actualité toujours nourrie des fusions-acquisitions. Dans le secteur de la santé, le groupe hospitalier allemand Rhoen-Klinikum a bondi de 11,43% après la vente d'une partie de ses activités à Fresenius pour 3,07 milliards d'euros. Fresenius a pris 3,59%.

CHANGE

L'euro stagnait face au dollar vendredi dans un marché attentiste avant la réunion la semaine prochaine de la banque centrale américaine, qui devrait permettre d'en savoir plus sur l'avenir de ses mesures massives de soutien à l'économie. Vers 21H00 GMT (17H00 en Guadeloupe), l'euro valait 1,3298 dollar contre 1,3299 dollar jeudi vers 21H00 GMT. La monnaie unique européenne perdait du terrain face à la devise japonaise à 132,11 yens contre 132,28 yens jeudi. Le dollar reculait également face à la devise nipponne à 99,35 yens contre 99,47 yens la veille. Le dollar, qui a oscillé face à l'euro pendant toute la séance, avait été pénalisé un peu plus tôt par la publication de données économiques mitigées sur l'économie des Etats-Unis. Vers 21H00 GMT, la livre britannique montait face à l'euro à 83,76 pence pour un euro ainsi que face au dollar à 1,5872 dollar pour une livre. La devise helvétique se renforçait légèrement face à l'euro, à 1,2357 franc suisse pour un euro, et aussi face au dollar, à 0,9289 franc suisse pour un dollar. L'or a terminé à 1.318,50 l'once au fixing du soir, contre 1.328 dollars jeudi, après être tombé vers 9H20 GMT à un minimum en plus d'un mois à 1.305,04 dollars l'once. La devise chinoise a terminé à 6,1187 yuans pour un dollar, contre 6,1180 yuans la veille.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les cours du pétrole reculaient vendredi en fin d'échanges européens, dans un contexte d'apaisement des tensions internationales autour de la Syrie et avant une réunion importante de la Réserve fédérale américaine (Fed) la semaine prochaine. Vers 16H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre, dont c'est le dernier jour de cotation, valait 112,00 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 63 cents par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance perdait 89 cents, à 107,71 dollars. Les prix du brut "sont en baisse, la situation syrienne ne paraissant pas aussi sérieuse qu'avant et les opérateurs prenant des profits après la récente hausse des prix", expliquait David Madden, analyste chez IG.

DOSSIER PRÉPARÉ PAR LA RÉDACTION



LE RÔLE DES BANQUES CENTRALES EN ÉCONOMIE

En charge de la stabilité du système bancaire et financier d'un pays, une Banque centrale, plus ou moins dépendante du pouvoir politique (la BCE – Banque Centrale Européenne ne l'étant pas du tout) émet de la monnaie fiduciaire (billets et pièces) dont elle contrôle et définit la variation de masse globale (la masse monétaire dont dépend l'inflation et qui ne cesse de croître), et elle surveille également les banques et leur pratique de dépôts et de crédits. Une banque centrale est également et principalement une banque des banques. Entre eux, les établissements de crédit règlent en effet leurs dettes en « monnaie banque centrale » constituée des réserves (il s'agit de dépôts) détenues par ces établissements auprès de la Banque centrale, la « monnaie courante » étant constituée des dépôts des agents non bancaires (ménages, entreprises) auprès de ces établissements. Chaque établissement de crédit d'un pays a donc un compte auprès de sa Banque centrale (une partie de ces dites « réserves », qui sont en réalité de la trésorerie, est constituée de « réserves obligatoires » : en zone Euro, 2 % des dépôts à vue et des titres de créance de moins de 2 ans détenus par les banques). Les règlements interbancaires sont réalisés par des virements de compte à compte à la Banque centrale. Les opérations quotidiennes conduisent certaines banques à disposer de réserves excédentaires et d'autres à accuser un déficit momentané qu'elles se doivent de combler. D'une façon générale, sur le ou les différents marchés interbancaires du monde, les Banques centrales se font prêteuses des banques (opérations dites d'open market ou de refinancement) à des taux (les « taux directeurs ») qu'elles fixent et qui sont l'instrument principal de la politique monétaire qu'elles mènent dont l'un des objectifs est le contrôle de l'inflation. Le principe très général de cette politique est le suivant : lorsque les taux d'intérêt

(directeurs, puis par voie de conséquence l'ensemble des taux d'intérêt) augmentent, la demande de biens et de crédits baisse et les prix ont donc tendance à baisser. Les Banques centrales chargées de conduire la politique monétaire des autres grandes zones monétaires sont la BCE ,la Banque d'Angleterre, la Federal Reserve américaine, la Banque du Japon et la Banque Populaire de Chine, la banque centrale de Russie

DOSSIER PRÉPARÉ PAR LA RÉDACTION



TABLEAU DE BORD

LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2013 à 9,43 euros de l'heure. Avec cette hausse de 0,3%, le salaire minimum passe à 1430,22 euros bruts mensuels pour 35 heures. Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO. Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut** ; **1440,86 brut.**

INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:

Au 3e trimestre 2012, l'indice des loyers commerciaux est à 108,17 points et augmente de 2,72% sur un an.

Au 3e trimestre 2012, l'indice du coût de la construction est à 1648 points et augmente de 1,48% sur un an.

POPULATION

POPULATION 2011: 401 784 habitants

OFFRE

PIB 2011 : 7 910 dont 34 % de PIB non marchand (2 690)
IMPORTATIONS 2011: 2 664
RESSOURCES TOTALES : 10 853

DEMANDE

CONSOMMATION 2011: 8 488 (5 126 ménage et 3 362 administration)
INVESTISSEMENT 2011 : 1 476
EXPORTATIONS 2011 : 889
DEMANDE TOTALE : 10 853

PRIX

JUILLET 2013 : - 0,1% sur un mois ; 0,8 % sur un an

EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI (A B C) EN juillet 2013 : 67 770 (+3,3% sur un an).
OFFRES D'EMPLOI EN JUILLET 2013 : - 18,9% sur un an
EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49,8 (dont 8,5 industrie , 7,5 construction, 33,8 service marchand)
EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires (état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

ENTREPRISES CRÉÉS

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : 5015

DOSSIER PRÉPARÉ PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE